

Education/Rentrée des classes dans les établissements publics

A pas de tortue !



Quelques rares lycées et collèges ont débuté, à l'instar du lycée d'application Nelson Mandela.



Beaucoup trop d'établissements en étaient encore aux formalités administratives...



...d'autres en pleine phase d'installation, le cas ici au CES du Centre.

FB.E.M
Libreville/Gabon

DE nombreux élèves en civil, errant dans des préaux, à la recherche d'une liste de classe ou d'un emploi du temps qui tarde à être affiché. Des administrations embouteillées de parents d'élèves aux demandes diverses, ou d'enseignants en quête d'éclaircissements quant à leur charge pédagogique de l'année. C'était, entre autres, les images qu'offraient les établissements scolaires de Libreville et ses envi-

rons, que nous avons parcourus hier. Les cours n'y ont donc pas débuté dans leur grande majorité, à la date du 05 octobre fixée par les autorités ministérielles en charge de cette question. «C'est toujours comme ça!», ont tenté de rassurer certains. Quoi qu'il en soit, beaucoup trop d'établissements en étaient encore, à la suite de la rentrée administrative d'il y a deux semaines, aux formalités d'inscription et de réinscription, de paiement de macaron, etc. C'est le cas au lycée Paul Emame Eyeghe d'Oloumi, où de longues

files d'attente étaient visibles devant le bureau administratif. Le nouveau responsable des lieux, Georges Elie Mondjo Mabadi, a expliqué ce retard par « une passation de service qui s'est faite en retard, et d'un besoin de toilettage des fichiers de l'établissement ». Ce à quoi la surveillante générale du lycée, Marie Zang, a ajouté « le fait pour les élèves et parents de s'être pris tard pour les inscriptions, alors que ces opérations étaient possibles depuis plus de deux semaines déjà. »

Le proviseur a avancé pour finir, la date du 12 octobre prochain pour le début effectif des classes. Au grand dam de nombreux apprenants, qui avaient espéré débuter les cours dès hier. Le cas de Glenn Zeng et de Aniel Issombo, fraîchement arrivés en sixième, et vêtus de leurs uniformes scolaires, trouvés en train de somnoler dans une salle de classe. Ils avaient beaucoup de mal à cacher leur mal-être. Au collège d'enseignement secondaire du Centre (ancienne école pilote du Centre), ou au lycée national

Léon Mba, l'ambiance était un peu plus studieuse, avec des enseignants au contact avec leurs classes. Même chose au lycée technique national Omar Bongo. Il y a cependant quelques rares établissements qui ont débuté les cours hier, à l'instar du lycée d'application Nelson Mandela. En effet, les Sixièmes, Troisièmes et Terminales y ont renoué avec les classes, avant que les autres ne leur emboîtent le pas dès ce matin, comme le rappelait le nouveau proviseur, Ila-gou Mboumba. Lequel a expliqué le respect du

chronogramme du ministère de tutelle comme « une question de logique, et surtout d'organisation. » Audrey Dikingui, enseignant de Sciences de la vie et de la terre, trouvée en cours avec une classe remplie au 2/3, explique la ponctualité de son établissement comme « la volonté pour nous de rester un lycée de référence ». A côté, une classe de Troisième venait d'achever son cours de mathématiques, et des théorèmes occupaient déjà le tableau noir, rappelant aux élèves que l'heure était désormais aux cahiers.

Journée mondiale de l'enseignant/Trois questions au délégué à la formation de la Convention nationale des syndicats du secteur éducation (Conasysed)...

... Louis Patrick Mombo : "Nous souhaitons un véritable dialogue social"

Propos recueillis par R.H.A
Libreville/ Gabon

L'Union : la Journée mondiale de l'enseignant coïncide, cette année, avec la rentrée scolaire au Gabon. Que vous inspire cette célébration ?

Louis Patrick Mombo : Cette journée est l'occasion de reconnaître le travail fourni par les enseignants. Dans notre pays, cette journée avait été différée pour le 23 mars de chaque année. Malheureusement, nous constatons que le gouvernement de la République ne respecte pas cette date du 23 mars, qui marque la célébration de la Journée de l'enseignant qui est également une date d'anniversaire, parce qu'elle nous rappelle la mort de notre collègue Martine Oulabou. La célébration de cette journée coïncide avec la reprise des cours et le sursis accordé au gouvernement en ce qui concerne cette rentrée scolaire 2015-2016. Nous, enseignants, nous laissons un temps au gouvernement afin de résoudre les problèmes que nous avons. Les problèmes sont les mêmes, notamment la question des salaires des leaders syndicaux. Pour rappel, il y a les problèmes du dossier du pré-primaire, les rappels et le problème des infrastructures scolaires qui font défaut à ce jour. De plus, nous souhaitons que la date du 23 mars, réservée à la célébration de la Journée nationale de l'enseignant dans notre pays, soit désormais respectée par les nouvelles autorités.

Quelle appréciation la Conasysed fait-elle des efforts consentis par le gouvernement ?

- Pour nous, les efforts consentis par le gouvernement sont mitigés. On peut saluer le début de réalisation du versement des salaires des enseignants du pré-primaires, parce que c'était une de nos revendications phares et la mensualisation de la Pife (Prime d'incitation à la fonction enseignante, NDLR). Mais pour les autres points, très honnêtement, le gouvernement a échoué. Concernant la construction des établissements scolaires, conformément aux états généraux de 2010, aucun établissement n'est sorti de terre. Nous déplorons par exemple l'érection de l'école pilote du centre en collège Centre, l'école de Batavea en CES de Batavea, l'école de Bac-Aviation de Port-Gentil en CES de Bac-Aviation et autres. Le gouvernement a un grand effort à fournir concernant la construction des



Louis Patrick Mombo : "Les efforts du gouvernement sont mitigés".

établissements scolaires. Il y a aussi le problème des rappels que nous attendons depuis 2014, qui ne sont toujours pas payés jusqu'à nos jours. L'augmentation des salaires est pour nous une illusion, parce que nous savons qu'ils ont joué avec les primes. D'ailleurs, l'avancement au mérite que préconise le gouvernement en mettant fin à l'avancement automatique est une mesure que nous dénonçons. Nous préconisons, par contre, le maintien de l'avancement automatique qui tient compte de l'ancienneté. Il y a le problème des vacances qu'il ne faut surtout pas oublier. Les enseignants qui ont surveillé et corrigé les examens attendent leurs vacances, le paiement de la Pip (Prime d'incitation à la performance, NDLR) du deuxième trimestre et les oubliés de la Pife qui attendent encore d'entrer en possession de leurs droits. Le sursis que nous avons accordé au gouvernement est d'un mois. Si les salaires et les bons de caisse du mois de mars ne sont pas restitués aux intéressés, les vacances, la Pip du deuxième trimestre ne sont pas payés, il va sans dire que

fin octobre, nous pourrions repartir en grève.

Votre réaction après le discours du ministre de l'Éducation nationale et de l'Enseignement technique à la veille de la rentrée scolaire...

- ... Nous savons tous que le discours du ministre, comme celui de ses prédécesseurs, n'est fait que d'intentions. Chaque année scolaire, c'est le même discours qui nous est offert, il est simplement réactualisé. J'espère que les nouvelles autorités seront véritablement ouvertes au dialogue, comme il a été dit. Nous souhaitons un véritable dialogue social. Nous avons effectivement suivi le discours du ministre qui annonçait les constructions et tous les autres chantiers qui avaient été annoncés. Nous osons espérer que ces mesures seront enfin exécutées. Nous jugerons le maçon au pied du mur. Si cette nouvelle équipe ne se met pas réellement au travail, la Conasysed saura répondre de la manière la plus belle qui est la sienne. Nous ne donnons pas un chèque à blanc au gouvernement.